

[Traduction]

LES MOTIFS DE L'OPPOSITION À LA COMMUNICATION DES ANALYSES ET DES PRÉVISIONS POUR 1977

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Ce que je veux savoir avant tout c'est si le gouvernement disposait d'analyses ou de prévisions économiques pouvant lui permettre de se faire une opinion. Je demande cela parce qu'en réponse à une question posée le 22 novembre, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a dit notamment, comme on peut le lire à la page 1221 du harsard:

Pour la gouverne du député, nous avons, bien entendu des prévisions sur lesquelles nous fondons notre jugement mais je considère qu'il serait inopportun de les jeter en pâture à l'opposition.

Ce ne sont certainement pas là des raisons valables pour refuser de communiquer ces analyses et ces prévisions économiques. Dans ce cas, pourquoi le ministre, ou un de ses collègues, ne rend-il pas publiques, dans l'intérêt de tous les Canadiens, les analyses et les prévisions économiques pour 1977? Je n'accepte pas la raison stupide invoquée par le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Le ministre de l'Industrie et du Commerce acceptera certainement de répondre à ma question, car les Canadiens veulent savoir ce que sera la situation économique en 1977.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, je n'ai pas beaucoup à ajouter à ce qu'a dit l'honorable député, mais je l'inviterais à lire le dernier exposé budgétaire. Il y trouvera toutes les données économiques du gouvernement établies par le ministre des Finances, et lorsque nous présenterons un nouveau budget, l'honorable député pourra encore une fois se régaler de statistiques.

● (1430)

[Traduction]

LE CHÔMAGE—L'ÉVALUATION GOUVERNEMENTALE DE LA GRAVITÉ DU PROBLÈME

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à l'intention du premier ministre suppléant. Comme dans ses prévisions économiques, le Conference Board prévoit des taux de chômage encore plus élevés pour l'année prochaine, le gouvernement est-il maintenant prêt à reconnaître que le chômage est le problème numéro un au Canada et qu'il peut être réduit sans gonfler l'économie, comme l'a signalé le Conference Board?

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter aux exposés de politique du ministre des Finances sur le sujet du chômage et de l'inflation. Le ministre des Finances a déjà indiqué les priorités du gouvernement dans ce domaine. Je n'ai pas l'intention de les changer aujourd'hui.

L'OPPORTUNITÉ D'UN DÉGRÈVEMENT FISCAL DES PETITS ET DES MOYENS REVENUS COMME STIMULANT À LA DEMANDE DE BIENS DE CONSOMMATION

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre suppléant des Finances. Comme nous sommes actuellement saisis d'une mesure qui ne réduira le fardeau fiscal que de ceux qui se situent dans les échelons supérieurs de l'impôt et comme une réduction du fardeau fiscal de ceux qui se situent dans les échelons infé-

Questions orales

rieurs et moyens aiderait à stimuler la demande de consommation nécessaire pour relancer l'économie, le ministre suppléant dira-t-il à la Chambre s'il est prêt à le faire et, sinon, quelles mesures prendra-t-il pour stimuler la demande de consommation?

M. Bob Kaplan (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, les mesures budgétaires que la Chambre étudie en ce moment lui ont été présentées il y a longtemps. J'espère que les députés pourront bientôt envisager de leur donner force de loi. Quant à un budget à venir, le ministre des Finances a déjà indiqué qu'il présentera un nouveau budget qui tiendra compte d'un grand nombre ou de la totalité des questions qu'ont soulevées les députés pendant la période des questions.

Des voix: Quand?

M. Kaplan: Au cours des six premiers mois de l'année prochaine.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LE LOGEMENT

L'OPPORTUNITÉ DE STIMULANTS À LA CONSTRUCTION

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, ma dernière question supplémentaire s'adresse au ministre d'État suppléant aux Affaires urbaines, s'il y en a un. Étant donné que le Conference Board a prédit que le nombre de mises en chantier diminuera d'environ 30,000 unités pendant l'année qui vient, le ministre chargé du logement présentera-t-il de nouveaux programmes à la Chambre au début de la nouvelle année pour compenser cette baisse dans la construction de logements?

M. Jean-Robert Gauthier (secrétaire parlementaire du ministre d'État aux Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, nous savons tous qu'il y a eu plus de mises en chantier en 1976 que nous l'avions prévu. Nous avons fixé un objectif d'un million de mises en chantier en quatre ans. Nous sommes déjà rendus à plus de la moitié et nous pensons pouvoir atteindre notre objectif. A l'heure actuelle, nous estimons avoir plus ou moins dépassé le chiffre que nous avons fixé. Nous sommes convaincus que l'année prochaine il y aura au moins 235,000 mises en chantier.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA RÉALISATION DES OBJECTIFS VISÉS PAR L'OCTROI DE SUBVENTIONS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné qu'un certain nombre d'usines qui reçoivent des subventions en vertu de la loi sur les subventions au développement régional éprouvent de graves difficultés à cause de la détérioration de la situation économique, et à titre d'exemple, je peux mentionner le cas de deux sociétés de Pembroke qui avaient reçu plus de trois quarts d'un million de dollars en subventions, soit la Homco Mobile Homes, qui a fermé ses portes récemment, et la Storewall International, où il y a eu 120 pertes d'emplois ou licenciements à cause de la fermeture de la première compagnie, quelle mesure le ministre